

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis — janvier 2020

CANADA

Les estimations préliminaires des ventes d'automobiles au Canada laissent entendre que les ventes ont relativement peu bougé en janvier, en progressant de 0,5 % sur un an (en données non désaisonnalisées), soit un rythme désaisonné et annualisé de **1,92 million d'exemplaires**. Remarque : Ces estimations sont soumises à une forte part d'incertitude, puisque la majorité des constructeurs automobiles représentant plus de la moitié du total des ventes ne publient plus de rapports annuels. Les premiers rapports indiquent que les fortes ventes aux parcs automobiles ont masqué une baisse dans le volume des ventes au détail. Il s'agit essentiellement d'une tendance dans la contraction des achats d'automobiles, qui a été particulièrement prononcée dans le dernier trimestre de l'année écoulée. Les statistiques de novembre sur le PIB (qui correspondent aux plus récentes données publiées) ont étonné à la hausse; toutefois, les résultats des prévisions actualisées pour la croissance des ventes au T4 de 2019 sont toujours anémiques. Même si les gains du marché de l'emploi en décembre ont compensé une partie des piétres résultats de novembre, la croissance des salaires s'est repliée. La confiance des consommateurs a pris du mieux en janvier — probablement depuis qu'on a annoncé l'accord de la phase 1 entre les États-Unis et la Chine — dans la foulée du plongeon du mois précédent; or, les niveaux relativement élevés de confiance au Canada ne se sont pas répercutés sur les ventes d'automobiles. Dans l'ensemble, la prudence des consommateurs explique probablement la léthargie des ventes d'automobiles, puisque la hausse des frais de remboursement des dettes, de concert avec la pression haussière qui pèse sur les coûts du logement, accapare une plus large part du revenu disponible. Nous prévoyons actuellement pour 2020 des ventes d'automobiles de 1,915 million d'exemplaires.

ÉTATS-UNIS

En janvier aux États-Unis, les ventes d'automobiles se sont contractées d'à peine 0,2 % sur un an (en données non désaisonnalisées). En chiffres désaisonnalisés, elles ont légèrement augmenté, de 0,9 % sur un mois, soit un rythme annualisé de 16,85 millions d'exemplaires. Le chiffre de synthèse marque un ralentissement tendanciel qui s'est amorcé dans le dernier trimestre de 2019 lorsque la grève des travailleurs de la General Motors a considérablement augmenté la volatilité des ventes mensuelles. En particulier, les ventes d'automobiles de GM, qui ont représenté presque 20 % des ventes de janvier, ont bondi vigoureusement de 13,8 % sur un an en janvier. (Il faut se rappeler qu'elles avaient baissé de presque 14 % sur un an en octobre, au plus fort de la grève.) Par ailleurs, l'acquis économique qui s'est transposé sur 2020 a été relativement solide. La confiance des consommateurs a monté en janvier selon les enquêtes du Conference Board et de l'Université du Michigan, puisque la signature du pacte de la phase 1 entre les États-Unis et la Chine a probablement contribué à un regain de confiance. La croissance des emplois et des salaires est restée solide (jusqu'à la fin de novembre, selon les plus récentes statistiques publiées), alors que les ventes au détail de décembre ont elles aussi inscrit une hausse limitée. Nous prévoyons aujourd'hui des ventes d'automobiles de 16,9 millions d'exemplaires en 2020.

RENSEIGNEMENTS

Rebekah Young, première directrice, Politiques économiques provinciales et fiscales
 416.862.3876
 Scotiabank Economics
 rebekah.young@scotiabank.com

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis

	déc '19	jan '20	Cumul annuel
(évolution en % sur un an en données non désaisonnalisées)			
Canada	-4,1	0,5	0,5
É.-U.	-6,5	-0,2	-0,2
(évolution en % sur un mois en données désaisonnalisées)			
Canada	-4,8	7,0	-0,5
É.-U.	-2,0	1,2	0,8

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Wards Auto, DesRosiers Automotive Consultants Inc., Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada.

Perspectives des ventes de véhicules automobiles au Canada et aux É.-U.

	2010–18	2019	2020	2020p	2021p
jan.					
(Milliers d'unités, taux annuel)					
Canada	1 809	1 922	1 924	1 915	1 915
Automobiles	697	496	451	479	460
Camions légers	1 112	1 426	1 473	1 436	1 455
(Millions d'unités, taux annuel)					
États-Unis	15,5	17,0	16,8	16,9	17,0
Automobiles	6,7	4,7	4,2	4,2	4,1
Camions légers	8,9	12,2	12,6	12,7	12,9
(Millions d'unités, taux annuel)					
Production nord-américaine*	16,3	16,8	16,9	17,3	17,4
Canada	2,3	1,9	1,8	1,8	1,7
États-Unis	10,7	10,9	11,1	11,5	11,6
Mexique	3,3	4,0	4,0	4,0	4,1

*Comprend les camions légers, intermédiaires et lourds. Sources: Ward's Automotive Reports, DesRosiers Automotive Consultants Inc., Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada, Statistique Canada.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.